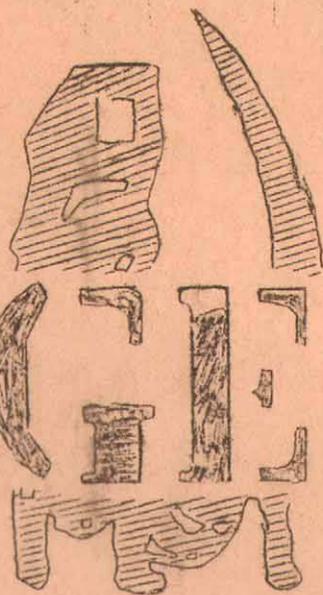


LA LUTTE

LCR  
DOCUMENTATION  
CENTRALE

# CHOMAGE



LE DROIT AU TRAVAIL  
NE SE MENDIE PAS,  
IL SE CONQUIERT!!!

Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qu'il a lui-même engendrées, il ne lui reste qu'à périr.

Léon TROTSKY

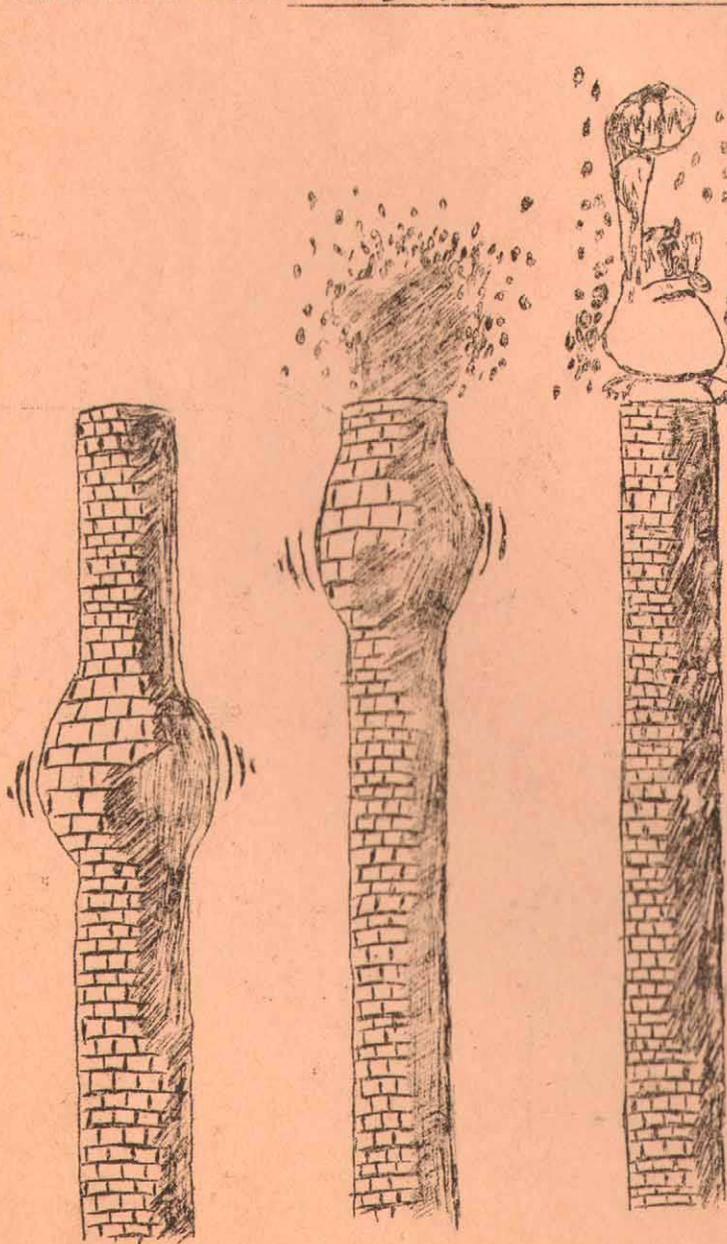
ligue  
communiste  
(s.f.q.i.)

1 Franc

# rouge

est en vente tous les lundis  
en kiosque; le dimanche  
matin marché st-pierre, le

samedi  
après-midi  
devant les  
galeries, à  
caen; le  
samedi  
après-midi  
devant le  
jean bart, à  
cherbourg



30/1/70. Cellules Caennaises et  
cherbourgeoises de la Ligue Com-  
muniste - Section française de la  
Quatrième Internationale - Supplé-  
ment à ROUGE n°98 - Directeur de  
publication: Ch. Michaloux -  
B.P. 201 - Paris 19ème - Imp.  
spéc. du journal.

Cette brochure n'est ni un traité théorique sur le chômage, ni un recueil journalistique qui se donnerait pour tâche de prouver qu'en basse Normandie il y a du chômage, puisque tout le monde le sait.

mais elle se fixe pour buts :

- 1° d'expliquer ce qu'est le chômage dans la société capitaliste,
- 2° d'être une arme militante entre les mains de tous ceux, militants politique et syndicaux, qui refusent la logique du système capitaliste et sont prêts à combattre ses conséquences. (chômage licenciement etc...)

Pour en faciliter la lecture, nous avons divisés le texte en 3 grandes parties :

- 1) des chiffres significatifs sur le chômage en basse Normandie
- 2) L'EXPLICATION du chômage sur la société capitaliste et son utilisation par la Bourgeoisie
- 3) Les mots d'ordre et les formes de luttes qui à l'heure actuelle permettront de mener le combat contre la logique du système.

"LA LUTTE" est tirée à 7 500 exemplaires  
et est diffusée:

- à CAEN: à la SMN, à la SAVIEM, JAEGER,  
MOULINEX, Hôpital, PTT, SNCR, EDF.

- à CHERBOURG: à l'Arsenal et aux chan-  
tiers AMIOT.

LA BASSE-NORMANDIE EST UNE REGION

EN POINTE...

POUR LE CHOMAGE!

Visitez la Basse-Normandie

Région Touristique

"Ainsi, contrairement à l'idée répandue dans l'opinion publique, l'emploi a progressé de manière sensible depuis plusieurs années", disent les patrons normands.

Ouest-France du 9/12/70.

Voilà qui nous étonne, car, si nous regardons les statistiques, nous voyons:

6 500 chômeurs en septembre 69 pour la Basse-

11 000 chômeurs en septembre 70; Normandie;

13 400 en novembre 70

Voilà la situation réelle de l'emploi en Basse-Normandie.

"Mais, disent toujours les patrons bas-normands,

depuis juillet, le nombre de demandes satisfaites au cours de chaque mois n'a cessé d'augmenter".

Eh bien... regardons le nombre d'offres d'emploi et... comparons avec les demandes:

- 948 offres d'emploi en Septembre 70;

- 751 " " " " Novembre !!!

Il est clair que la situation de l'emploi s'est aggravée dans notre région. Et ce ne sont ni les protestations des patrons sur la valeur des chiffres avancés, ni le truquage des chiffres par les offices de statistiques qui nous cacheront cela; il faut savoir que dans les statistiques officielles ne sont pas comptés:

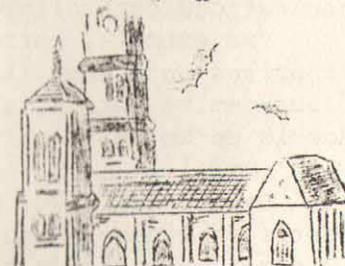
- ceux qui n'ont encore jamais trouvé de travail;
- ceux qui n'ont que du travail intérimaire;
- ceux qui chôment depuis moins d'un mois...

Les chiffres officiels sont de 6 492 chômeurs pour septembre 70, par exemple. Il faut multiplier tous les chiffres par 1,7; on obtient alors un chiffre proche de la réalité (c'est d'ailleurs ce que font les économistes bourgeois de l'INSEE quand leurs "maîtres" leur demandent une estimation "sérieuse" du chômage!).

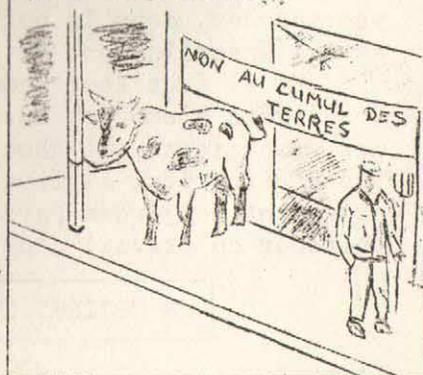
Ainsi nous voyons que la situation pour les travailleurs n'a fait que s'aggraver:

- entre septembre 69 et septembre 70, l'augmentation du nombre de sans-emploi est de 54%;
- entre novembre 69 et novembre 70, l'augmentation est de 79%;
- pour l'ensemble de la France, l'augmentation pour un an, bien qu'importante, est moindre: 42%.

LES EGLISES ..



... LE BOCAGE ...



Mais celà ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'emplois de manoeuvre, de manutentionnaire, etc..., non; celà veut dire que pour ces postes, les patrons ou les entreprises de travail intérimaire embauchent du personnel plus qualifié (O.S., O.P.). Ainsi ils sont certains que le travail sera mieux fait - puisque les ouvriers seront qualifiés - mais ILS NE PAIERONT PAS PLUS POUR AUTANT PUISQUE O.S. ET O.P. SERONT EMPLOYES COMME MANOEUVRES !

Quant aux O.P. ou autres travailleurs qualifiés de plus de 30 ans, les patrons leur disent: "Voilà bien longtemps que vous avez appris votre métier; les machines ont évolué, votre formation ne correspond plus à ce qui est nécessaire..."

Celà est sûrement vrai, mais à qui la faute ?

Au patron, à l'Etat, et à eux seuls. Ce sont eux qui, dans les écoles d'apprentissage et dans les C.E.T., dans les lycées techniques:

- IMPOSENT aux élèves une formation archi-spécialisée, correspondant à un type bien précis de machines;
- SUPPRIMENT du programme la formation théorique qui seule permettrait aux travailleurs de se recycler rapidement au fur et à mesure que se modernisent les moyens de production.

Mais dans la logique des capitalistes, il faut que les études durent le moins longtemps possible, coûtent le moins cher possible à l'Etat; il faut que les jeunes entrent dans la production et soient rentables le plus tôt possible.

On voit bien là que seul le profit compte pour eux.

**LES JEUNES FORMENT 42% DES CHÔMEURS DE BASSE-NORMANDIE: 5 628 SANS EMPLOIS DE MOINS DE 25 ANS EN NOVEMBRE, plus que dans les pays de la Loire ou qu'en Bretagne.**

Pourtant, si l'on se contente des statistiques de l'ASSEDIC, on trouve bien peu de chômeurs de moins de 25 ans:

13% des chômeurs pour novembre 70 !!! Celà n'est pas étonnant car l'ASSEDIC ne compte que les demandeurs d'emploi qui ont déjà travaillé dans l'industrie ou dans le commerce. Ainsi les jeunes de 16 à 25 ans qui sortent de leur école ou de leur CET et se retrouvent sans emploi ne seront pas recensés ou même, tout simplement, ne sont pas considérés comme chômeurs par les autorités.

Et pourtant, pour eux, la situation est particulièrement grave, puisqu'ils correspondent précisément au type de demandeurs qui trouvent le moins d'emplois:

- 67% d'entre eux n'ont pas de formation professionnelle. Ils cherchent donc à être embauchés comme manoeuvres ou comme employés. On a vu plus haut ce qu'il en est de ces qualifications...

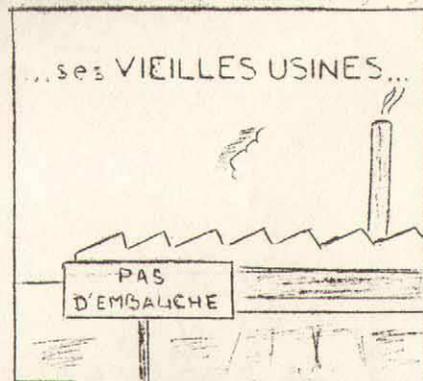
- pour ceux qui ont pu, au sortir du primaire, suivre une école professionnelle (CET, lycée technique),

- 17% sont formés aux métiers du bâtiment,
- 27% aux métiers de la sidérurgie et de la mécanique...

Ceux-là auront bien des difficultés à trouver de l'embauche correspondant à leur qualification...

Sans compter le fait, désavantageux pour eux, qu'ils n'ont pas d'expérience et que 75% des jeunes n'ont pas fait leur service militaire.

Les patrons préfèrent embaucher des ouvriers ayant déjà plusieurs années de travail derrière eux et d'expérience: c'est plus rentable.



UNE FOIS DE PLUS, SEUL LE PROFIT COMPTE.

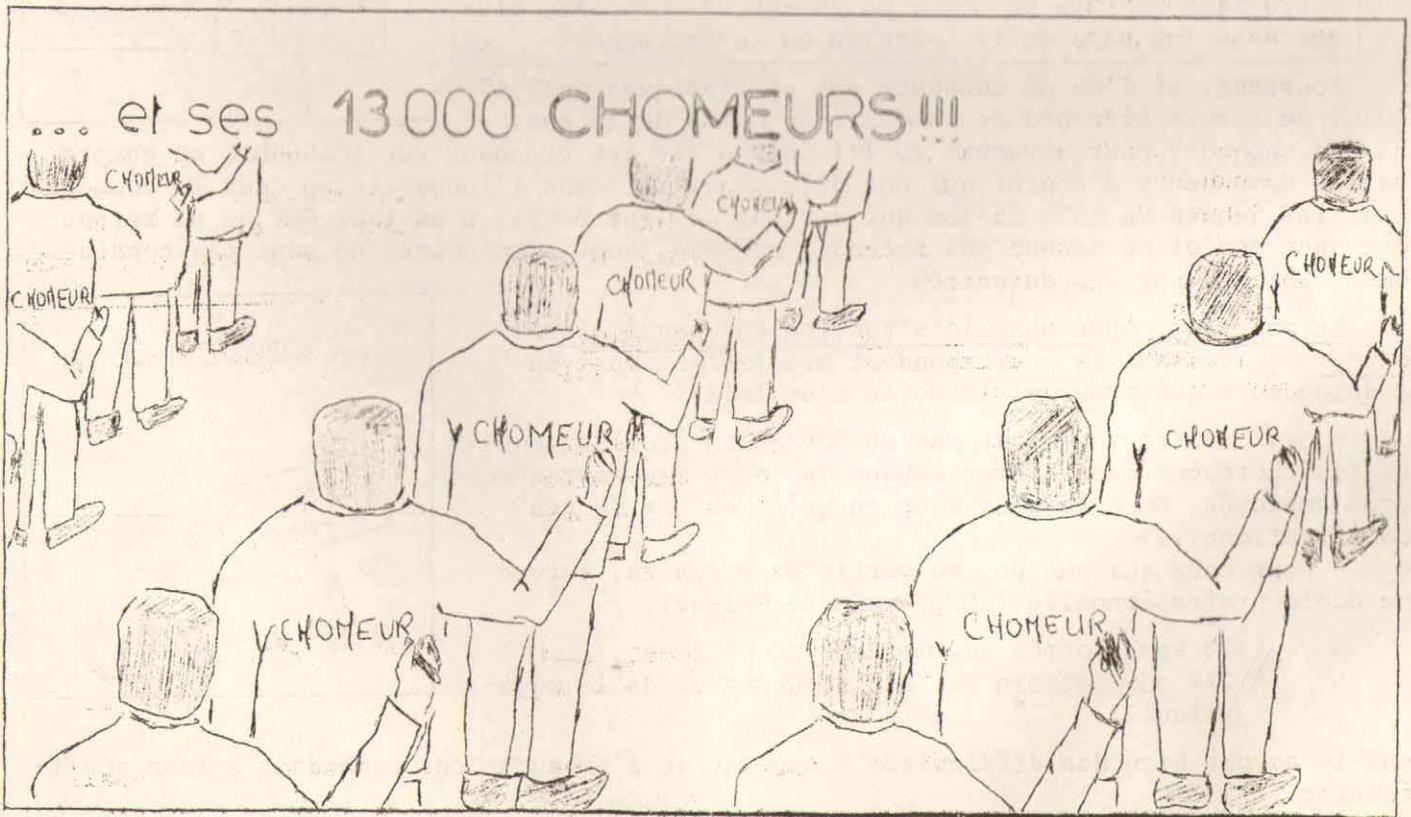
Peut importe au patron de voir s'accroître de façon alarmante le nombre des jeunes chômeurs:

- en 14 mois, de septembre 69 à novembre 70, ce nombre a été multiplié par 2,7 !
- en un seul mois, du 1er octobre au 1er novembre 70, l'augmentation a été de 19%.

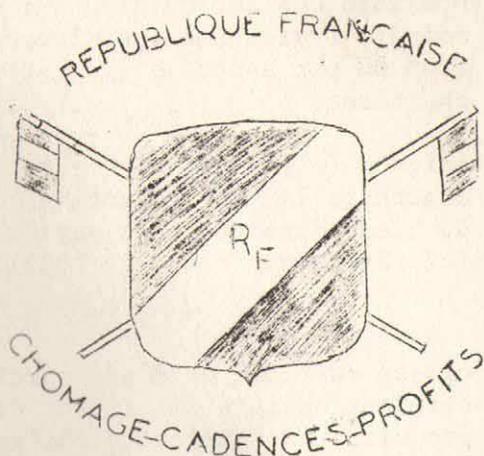
Et ce sont des jeunes de moins de 25 ans que les patrons de FERRODO viennent de licencier après la grève de décembre, se disant probablement que ceux-ci, moins anciens, moins connus dans l'entreprise, seront peut-être moins bien défendus que des travailleurs plus anciens.

Quant à l'armée et à la police, on peut s'attendre à les voir rapidement afficher leur publicité dans les bureaux d'embauche. Les paras sont déjà venus en septembre appeler les jeunes à s'engager, à grand renfort de magnifiques paysages et d'hymnes néo-fascistes.

Les organes de répression de la bourgeoisie savent très bien que les jeunes sans travail, sans expérience de lutte contre le patron et l'Etat bourgeois, sans conscience de classe, se laissent plus facilement prendre à leur hameçon.



# LE CHOMAGE DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE



"La production marchande capitaliste est, dans l'histoire de l'humanité, la première forme d'économie où l'absence d'occupation et de moyens pour une couche importante et croissante de la population et la pauvreté d'une autre couche, également croissante, ne soit pas seulement LA CONSÉQUENCE, MAIS UNE NECESSITE, UNE CONDITION D'EXISTENCE DE L'ECONOMIE."

Rosa LUXEMBOURG - Introduction à l'économie politique.

## I - UNE TELLE AUGMENTATION DU CHOMAGE, POURQUOI ?

La Basse-Normandie est la région la plus menacée par l'accroissement du chômage (nous l'avons vu dans la première partie), mais cela ne veut pas dire qu'ailleurs le nombre de sans-emplois n'augmente pas, il suffit de voir les chiffres:

- EN FRANCE, le 1er décembre 1970, il y avait OFFICIELLEMENT 310 000 chômeurs (c'est le nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de l'emploi); cela correspond en fait à 527 000 chômeurs réels, c'est à dire 2,5% de la population active.

Entre le 1er décembre 1969 et le 1er décembre 1970, le nombre de chômeurs a augmenté de 160 000, c'est à dire de 42% !

**C'EST LE PLUS FORT TAUX DE CHOMAGE EN FRANCE DEPUIS LA GUERRE !!!**

- DANS LES AUTRES PAYS CAPITALISTES, c'est la même chose:

- Aux U.S.A., 5,8% de la population active chôme: 5 millions de sans-emplois.

Certains mois, le nombre de chômeurs a augmenté de 200 000. BOEING, par exemple, a licencié 50 000 travailleurs d'un seul coup.

Et il faut savoir que lorsqu'on fait le compte pour les noirs, on trouve 9% d'entre eux sans travail (30% pour les jeunes noirs de moins de 25 ans !).

- En GRANDE-BRETAGNE, le chômage atteint aujourd'hui son taux le plus élevé depuis 30 ans.

Ce déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre est la conséquence d'un début de crise économique au niveau international.

Ces CRISES CYCLIQUES que les capitalistes croyaient avoir bannies à tout jamais sont une partie intégrante du système capitaliste et ne disparaîtront pas tant que ce système existera, même si les capitalistes peuvent les retarder à certains moments.

En effet, les entreprises capitalistes ne produisent pas pour satisfaire les besoins réels de la population, mais accumuler le maximum de profits.

Ils n'ont aucun moyen de planifier leur production car la solidarité entre patrons n'existe pas sur ce plan-là: chaque capitaliste cherche à produire le plus possible au moindre frais. C'est seulement au moment de la vente qu'ils savent s'ils ont produits trop ou pas assez. S'ils ont produit trop, ils ne peuvent pas écouler toute leur marchandise,

IL Y A SURPRODUCTION.

Cela ne veut pas dire qu'il y a trop de produits fabriqués (aliments, vêtements, voitures, etc...) pour l'ensemble de la population; au contraire la "surproduction" coexiste le plus souvent avec des pénuries considérables de biens dans certains pays et pour les couches défavorisées de la société capitaliste (cf. la grande crise de 1929).

Cela veut dire qu'il y a TROP DE PRODUITS FABRIQUES PAR RAPPORT AUX REVENUS DE LA POPULATION:

Les revenus de la classe ouvrière et d'une partie des couches moyennes étant trop bas, les capitalistes seraient obligés de baisser considérablement leurs prix pour pouvoir vendre tous leurs produits; mais cela les obligerait à DIMINUER LEURS BENEFICES, et cela, ils ne le veulent à aucun prix !

Aussi, plutôt que de baisser leurs prix, lorsqu'ils voient les ventes diminuer, les stocks s'accumuler, ils diminuent leur production ou même, pour les plus petites entreprises, l'arrêtent complètement. Des centaines d'usines ferment. Des dizaines de milliers de travailleurs se retrouvent sur le pavé. Ceux qui gardent un emploi sont encore plus durement exploités (salaires très bas, cadences infernales).

VOILA L'ANARCHIE DU SYSTEME CAPITALISTE.

C'est exactement ce qui se passe actuellement aux Etats-Unis: la "surproduction" est manifeste, en particulier dans l'automobile. Alors que les possibilités de la technique américaine permettraient à chaque travailleur, noir ou blanc, de posséder une voiture à un prix tout à fait abordable, et permettraient d'autre part de diminuer le nombre d'heures de travail, c'est exactement le contraire qui se produit: l'usine CHRYSLER, par exemple, licencie, et c'est une fois de plus la classe ouvrière qui paye pour que les capitalistes ne perdent pas leurs bénéfices.



\* \* \*

Ce début de crise se manifeste dans tous les pays capitalistes. Mais un élément supplémentaire existe en France.

La bourgeoisie française est consciente de son retard par rapport aux autres pays du Marché Commun.

Elle sait que pour "garder la maîtrise de son destin"(1), c'est à dire pour que les industriels français gardent la bonne part du gâteau dans le développement de l'Europe des Six, elle doit pouvoir mettre sur le marché des produits compétitifs.

|| "L'objectif est de mettre les entreprises françaises en bonne place pour participer à la construction d'entreprises européennes compétitives sur le plan international." (2) ||

(1) Projet de loi du VIème Plan.  
(2) Rapport MONTJOLE-ORTOLI sur lequel est basé le VIème Plan.

Cela veut dire pour la bourgeoisie française: être capable de diminuer ses coûts de production. Pour cela, les capitalistes ont toujours trouvé des solutions dont le résultat est le même: faire payer la classe ouvrière et parfois une partie des classes moyennes.

1) - En rentabilisant chaque entreprise; pour obtenir la même production avec moins d'ouvriers; on augmente le nombre de machines, ce qui permet de licencier des travailleurs en continuant de soumettre les autres à des cadences et des horaires épuisants.

Le rapport MONTJOIE-ORTOLI veut dire cela lorsqu'il affirme:

|| "L'une des tâches les plus urgentes des entreprises françaises est ||  
|| de moderniser leur gestion." ||

2) - En liquidant les branches non rentables de l'économie ( non rentables parce que les profits des capitalistes n'y sont pas suffisants). C'est le cas du secteur textile traditionnel qui ferme ses portes - on a vu les licenciements massifs de Plainfaing.

3) - En concentrant et en restructurant les entreprises afin d'atteindre la taille minimum qui permet de faire face à la concurrence internationale. Cela a pour conséquence, d'une part la surexploitation des travailleurs dans ces grands trusts, d'autre part la disparition des plus petites entreprises incapables de participer à ce mouvement. Une fois de plus, des licenciements...

4) - En concentrant les investissements dans les régions qui disposent de "capacités naturelles", c'est à dire d'une infrastructure (situation géographique, moyens de communication, concentration industrielle importante, etc...) qui permet un développement rapide aux moindres frais.

Quant aux autres régions, agriculture et tourisme leur suffiront bien !

Le rapport MONTJOIE-ORTOLI résume ainsi l'ensemble du projet:

|| "Il faut favoriser les activités en flèche et non celles en stagnation, aider les entreprises en avance et non celles en retard." ||

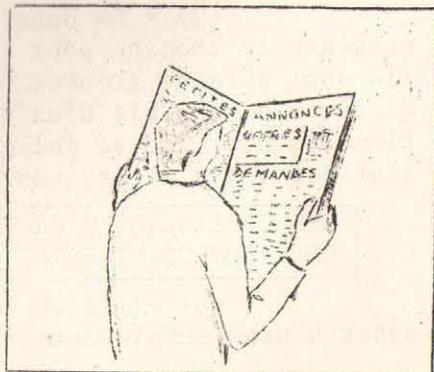
Il n'y a pas besoin de faire un dessin pour comprendre que notre région est particulièrement mal placée dans ce cadre-là: les petites entreprises n'ont pas attendu le VIème plan pour licencier massivement. A part quelques "îlots" très précis, la Basse-Normandie ne bénéficiera pas de la "croissance forte" de l'industrie, mais plutôt de la "croissance forte" du tourisme... ce qui n'a jamais réglé les problèmes du chômage !!!

D'autant plus que ses "capacités naturelles" du point de vue de l'agriculture seront exploitées à la façon du plan MANSCHOLT: en "remembrant", c'est à dire en concentrant toutes les terres entre les mains des gros propriétaires et des industriels, ce qui ne fera qu'augmenter le nombre de jeunes qui viendront chercher du travail en ville.

## II - LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE A BESOIN DU CHÔMAGE.

On parle beaucoup du chômage actuellement - y compris la bourgeoisie - parce que le taux en devient important, inhabituel. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a toujours du chômage dans la société capitaliste, et que la bourgeoisie cherche par tous les moyens à faire passer cela pour une chose normale, inévitable.

Les économistes veulent nous faire croire que les capitalistes, pleins de bonne volonté, font tout pour qu'il y ait plein emploi, mais que les progrès de la technique, l'automation, la nécessité d'être au niveau de croissance économique des autres pays, etc... rendent le chômage inévitable.



QUI PEUT CROIRE CELA ? EN REALITE, LES CAPITALISTES ONT BESOIN DU CHOMAGE.

1) Les économistes du Vème plan l'avouaient d'ailleurs lorsqu'ils écrivaient qu'il fallait maintenir un "volant de chômage" pour éviter une montée trop rapide des prix. En fait, **POUR EVITER UNE MONTEE DES SALAIRES !**

C'est le premier avantage que présente le chômage pour les capitalistes: mettre les travailleurs en concurrence entre eux. Ainsi ils les divisent et les obligent à aligner leurs exigences sur ceux qui demandent le moins. En effet les salaires dépendent en grande partie de ce que l'on appelle "le marché du travail", c'est à dire du rapport entre l'offre et la demande d'emplois. Si la demande est très grande, il est clair que les patrons sont en position de force, et qu'ils peuvent se permettre de refuser les travailleurs qui ont de trop grandes exigences salariales.

De même, les patrons sont à peu près sûrs de trouver des "jaunes" parmi les chômeurs qui cherchent du travail depuis longtemps et qui sont prêts à accepter n'importe quelle embauche, même si cela doit casser une grève.

Au fur et à mesure que se développe le chômage, les travailleurs, de peur de perdre leur place, hésitent à lancer des luttes, ne répondent plus coup pour coup aux attaques du patronat; les risques de découragement sont grands.

A certaines périodes (c'est ce que l'on a connu en Italie et en Allemagne) la masse des chômeurs démoralisée, coupée de sa classe, sans perspectives de luttes, peut très bien servir de main d'oeuvre aux troupes fascistes et accomplir une basse besogne contre les organisations ouvrières.

On le voit, LE CHOMAGE EST UNE DES ARMES LES PLUS FORTES ET LES PLUS EFFICACES QUE POSSEDENT LES PATRONS POUR LUTTER CONTRE LES ORGANISATIONS OUVRIERES.

Et les capitalistes feront tout leur possible pour maintenir leur ARMEE DE RESERVE de chômeurs. Le rapport de l'O.C.D.E. d'octobre 70 le dit clairement:

"Les gouvernements devront bien insister sur le fait qu'ils sont prêts, le cas échéant, à créer ou maintenir une marge de ressources inemployées plus large que ce qui était jusque-là JUGE NORMAL OU ADMISSIBLE.



2) - Le deuxième avantage que présente le chômage pour les capitalistes: ils sont sûrs de trouver de la main-d'oeuvre lorsqu'ils en ont besoin. Si cette main d'oeuvre disponible n'existe pas, les capitalistes qui veulent augmenter leur production risquent d'être obligés d'offrir des salaires de plus en plus élevés pour débaucher des travailleurs employés dans d'autres secteurs.

LES CAPITALISTES FONT TOUT CE QUI EST EN LEUR POUVOIR POUR TRUQUER LE MARCHÉ DE L'EMPLOI ET FAIRE AUGMENTER LA DEMANDE.

&) - Ils emploient le minimum d'ouvriers nécessaires, préférant leur imposer heures supplémentaires et cadences infernales.

2) - Lorsque le plein emploi tend à se réaliser sur le marché national,

ils ont recours à diverses manoeuvres:

- accélération des migrations paysannes vers la ville;
  - importation de main-d'oeuvre étrangère, peu exigeante pour son salaire;
- actuellement, le gouvernement français organise l'entrée de 100 000 travailleurs étrangers par an. Par le biais du racisme, les patrons introduisent la division entre les travailleurs français et étrangers, rendant plus difficile la lutte contre les licenciements.
- exportation de capitaux dans les pays où les chômeurs sont plus nombreux.

Ils arrêtent d'investir dans des pays capitalistes avancés lorsqu'il y a plein emploi; prêts sans les conditions pour que la production stagne et pour que le chômage réapparaisse, et ils investissent dans les pays du Tiers-Monde. Il n'y a aucune perte pour eux.

AINSI, ON PEUT DIRE QU'IL EXISTE UN VOLANT DE CHOMAGE INTERNATIONAL. /

EN AUCUN CAS LA SOCIETE CAPITALISTE NE S'ORGANISE DE FACON A PERMETTRE A TOUS DE TRAVAILLER ET DE VIVRE. Il n'y a qu'une société socialiste qui puisse permettre cela, car le capital privé ne cherche que les moyens de réaliser les bénéfices les plus élevés possible et le chômage favorise ce but.

Les seules limites auxquelles se heurte le capitalisme sont:

1) - Si le chômage augmente trop, il y a de moins en moins d'acheteurs pour ses produits, dans un moment où ses bénéfices se mettent à baisser.

2) - Si le chômage augmente trop, l'agitation sociale risque d'augmenter. Il faut la réprimer, et la police coûte de l'argent.

Le système capitaliste oscille donc constamment à la recherche de la quantité de chômeurs qui assure le maximum de profits au capital. Il y a un seuil à ne pas franchir, que les économistes bourgeois appellent "clignotant".



III - POUR QUE L'AUGMENTATION DU CHOMAGE NE PROVOQUE PAS LA COLERE DES TRAVAILLEURS, LA BOURGEOISIE INVENTE DES SYSTEMES.

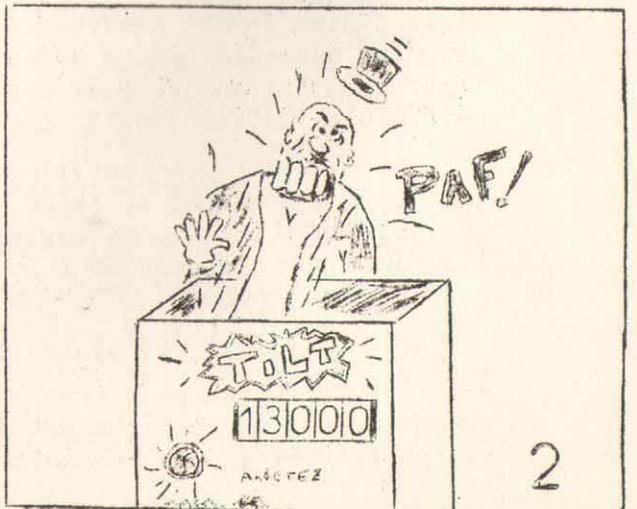
1) - Elle leur fait croire que l'Etat s'occupe des chômeurs en leur procurant les moyens de vivre: ce sont les allocations Aide Publique et ASSEDIC; c'est une dérision !

Les conditions pour obtenir ces deux aides (et surtout l'Aide Publique) sont draconiennes:

POUR L'ASSEDIC:

- il faut avoir travaillé au moins 3 mois dans une ou plusieurs entreprises relevant du régime de l'ASSEDIC, pendant les 3 ans précédents, et il faut avoir accompli 180 heures de travail minimum dans les 3 mois précédents (pour l'Aide Publique, les conditions sont pires: 150 jours de travail dans l'année obligatoires).

En somme, tout jeune qui sort de l'école et n'a pas réussi à trouver d'emploi n'a pas droit à l'allocation chômage.



- d'autre part, il faut avoir été licencié par le patron pour des raisons non disciplinaires et sans faute professionnelle.

Là-dessus, le patron peut toujours raconter ce qu'il veut !

Quant au taux d'allocation, il est dérisoire: pour l'ASSEDIC, c'est de 40% du salaire journalier pendant 90 jours - puis 35%, et cela pendant 1 an seulement. Pour l'Aide Publique, c'est encore moins élevé, et de toute façon l'accumulation des deux allocations ne peut pas dépasser 90% du salaire moyen journalier.

CALCULONS... en 68, le salaire moyen journalier était de 11,60 F. Donc l'allocation mensuelle, si on compte 25 jours, est de... 232 FRANCS !!!

2) - Elle truque les chiffres en ne publiant que le nombre de chômeurs ayant droit à une allocation et même, lorsque ce chiffre est trop important, tente de le faire passer pour un chiffre peu valable (!).

Ainsi, l'INSEE ne parle plus de chômeurs, mais de "personnes à la recherche d'un emploi"...

Quant aux patrons normands, ils prétendent que dans le nombre de demandeurs d'emploi il y a des faux-chômeurs qui, en réalité, sont des gens qui se contentent de vivre de l'allocation et ne cherchent pas à se faire embaucher. Cela donne pour eux "des" problèmes du chômage, et ils prétendent y trouver une infinité de solutions.

FONTANET prétend qu'il y a parmi eux des "chômeurs en transit", c'est à dire des gens qui, d'ici 1 ou 2 mois trouveront un emploi. Alors, pour lui, ces chômeurs-là ne comptent pas... peu lui importe qu'un travailleur reste 2 mois sans salaire !

3) - Elle fait accepter l'idée même du chômage comme chose normale par les directions syndicales en leur faisant signer un accord (février 69) où les travailleurs sont perdant de bout en bout, aucune garantie réelle ne leur étant accordée. Chaque soi-disant avantage obtenu par les directions syndicales comporte une restriction: "sauf en cas de force majeure ou de circonstances économiques exceptionnelles". ON SAIT TRES BIEN QUE LE PATRON TOUT SEUL DETERMINERA LES "CAS DE FORCE MAJEURE" !

4) - Elle fait signer aux directions syndicales un accord sur la formation professionnelle (juillet 70) et le présente comme un progrès pour les travailleurs alors qu'il ne s'agit que de rentabiliser le chômage:

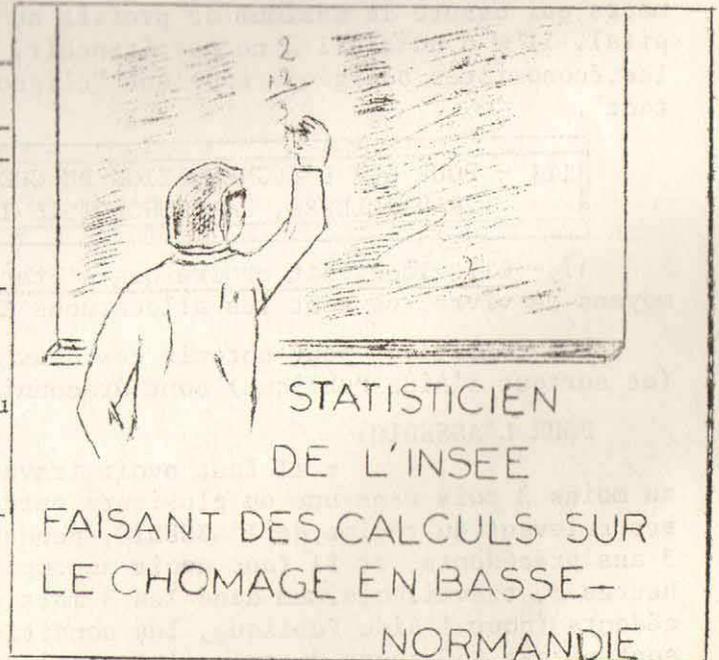
a) - adapter l'enseignement

technique actuel aux strictes exigences des innovations technologiques.

C'est à dire former des travailleurs pour les quelques années à venir: peu importe au patron que leur formation soit dépassé d'ici 2 ou 3 ans.

b) - exiger que tout l'enseignement technique ou général se fasse sans redoublement: inutile de dépenser de l'argent pour des gens dont la plupart seront chômeurs.

c) - "offrir" des stages de recyclage aux techniciens LORSQUE L'ENTREPRISE EN A BESOIN. C'est plus rentable pour le patronat de faire des stages de 3 mois que de donner un enseignement polyvalent qui permettrait au technicien de trouver un travail quelle que soit la situation de l'emploi.



Quant à la promotion qui est, paraît-il, affectée aux travailleurs, c'est encore un miroir aux alouettes: seulement 2% des travailleurs d'une entreprise peuvent suivre un an de cours pour grimper les échelons de la hiérarchie. C'EST A DIRE QU'IL FAUDRAIT 50 ANS POUR QUE TOUS LES TRAVAILLEURS D'UNE ENTREPRISE AIENT DROIT A CE STAGE DE FORMATION !!!

En signant ce contrat, comme en signant le contrat de février 69 sur l'emploi, les directions syndicales sont tombées dans le piège de la participation que leurs tendait le patronat.

Tout ce qui paraît "positif" dans ces accords est démenti par des restrictions qui apparaissent à chaque paragraphe, restrictions que le patronat peut imposer quand il le veut.

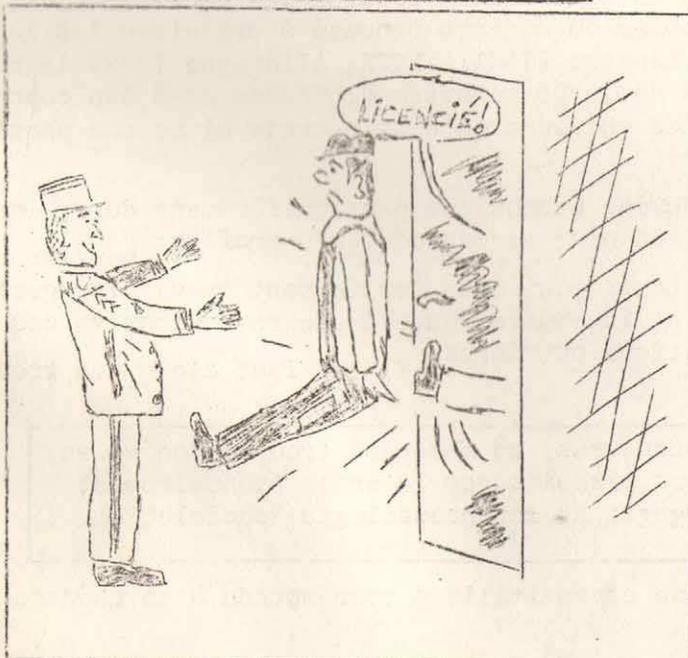
EN FAIT, C'EST UN MARCHE DE DUPE: LES DIRECTIONS SYNDICALES OFFRENT LA PAIX SOCIALE CONTRE... RIEN !!!

Les résultats ridicules de ce marché de dupe ne nous étonnent pas, nous savons très bien que tout "accord" "à froid" se fait aux dépens des travailleurs.

Si nous n'obligeons pas nos directions syndicales à mener la lutte:

- pour obtenir une véritable formation professionnelle et un recyclage aux frais des patrons;
- pour obtenir la garantie du droit au travail pour tous;

LES TERMES DE L'ACCORD SERONT TOUJOURS EN NOTRE DEFAVEUR !



## LA MAIN MISE DU PATRONAT SUR L'A.F.P.A.

A Coutances aussi, il y a des chômeurs. Les patrons SAGEM ont décidé d'installer une usine de montage de périphériques d'ordinateurs qui, ensuite, seront utilisés dans la maison-mère de Fougères.

Cela fera, dès la fin janvier 600 emplois créés à Coutances.

Un beau cadeau, direz-vous? Plutôt un cadeau empoisonné! Car:

- les ouvriers seront employés comme OS; 60% seront des femmes. On voit d'ici que les salaires seront plutôt bas... A peine le SMIC!

- l'usine s'installe dans les locaux de l'A.F.P.A.:

- en principe pour y faire un stage de formation professionnelle. Mais en fait la production commencera tout de suite. Cependant les ouvriers, pendant toute la durée du stage (!) seront payés au tarif habituel de l'A.F.P.A. (bien inférieur au SMIG).

- la SAGEM déplace donc de l'A.F.P.A. de Coutances les ateliers de menuiserie et peinture, qui seront transférés à Cherbourg. Pourtant c'est à Coutances qu'il y a le plus de débouchés pour ces branches-là!!!

- les conditions de travail y seront déplorables: 120 travailleurs dans 2 petits ateliers!!!

- L'usine "s'en va" probablement en 1974. D'ici là, en principe, elle devrait s'installer dans ses propres bâtiments. Mais on n'a pas encore vu la première pierre de ceux-ci. Peut-être que la SAGEM a l'intention de rester 4 ans dans ces locaux? Sérieuses économies!

## - LE CHOMAGE,

## - UNE ARME POLITIQUE

## POUR LA BOURGEOISIE -

Non seulement le chômage est une conséquence du système économique capitaliste, mais il est aussi un instrument politique pour la bourgeoisie POUR DIVISER LA CLASSE OUVRIERE.

Le chômage accroît la concurrence entre travailleurs. IL VISE A BRISER LEUR CONSCIENCE DE CLASSE, en introduisant des intérêts apparemment opposés entre travailleurs (dont les salaires sont plus bas à cause de l'armée de réserve des chômeurs) et chômeurs prêts à les remplacer en cas de grève ou de licenciements.

Ainsi la bourgeoisie utilise le chômage pour porter atteinte à l'unité des travailleurs, même dans leurs revendications immédiates.

MAIS EN PERIODE DE CRISE, D'EXACERBATION DE LA LUTTE DES CLASSES,  
L'UTILISATION POLITIQUE DU CHOMAGE PAR LA BOURGEOISIE VA BEAUCOUP PLUS LOIN:

Les chômeurs sont, de par leur situation, séparés du reste de la classe ouvrière. Ils n'ont aucune possibilité (contrairement aux ouvriers se trouvant sur un même lieu de travail) de s'organiser.

Isolés, rejetés des entreprises, les chômeurs se trouvent en marge de leur classe, des luttes qu'elle mène, et en général de l'ensemble de la société. Cela ne veut pas dire qu'ils ne participent jamais aux luttes des travailleurs, MAIS QU'ILS NE LES REJOignent QUE LORSQUE CEUX-CI SONT DETERMINES A LUTTER SUR DES PERSPECTIVES CLAIRES.

Dans les périodes de découragement, en particulier lorsque les Partis Socialistes et les Partis Communistes ont été incapables ou avaient renoncé à organiser les luttes des travailleurs contre les attaques du Capital (Italie 1922, Allemagne 1933) la bourgeoisie réussit à détourner les chômeurs de leurs intérêts de classe et à les opposer au reste des travailleurs. C'est parmi ces chômeurs qu'elle recrute alors une partie de ses bandes fascistes.

Le fascisme apparaît en période de crise économique particulièrement dure, lorsque la bourgeoisie n'a plus qu'une solution pour sauvegarder ses profits: pousser au maximum la surexploitation des ouvriers (entre autre en les faisant travailler gratuitement dans les camps de concentration) et interdire toute lutte revendicative des travailleurs, en détruisant les organisations ouvrières. Il lui faut alors des troupes pour mener cette basse besogne.

La bourgeoisie recrute ses mercenaires, ou même ses troupes bénévoles, chez une partie des nombreux chômeurs produits par la crise économique et qui se laissent attirer par la démagogie et la phraséologie "sociale" du fascisme.

L'apparition du fascisme en Allemagne et en Italie a correspondu à un chômage massif des jeunes ouvriers et intellectuels.

- En Allemagne, en 1929, pour 24 000 diplômés, seuls 10 000 étudiants trouvaient du travail.

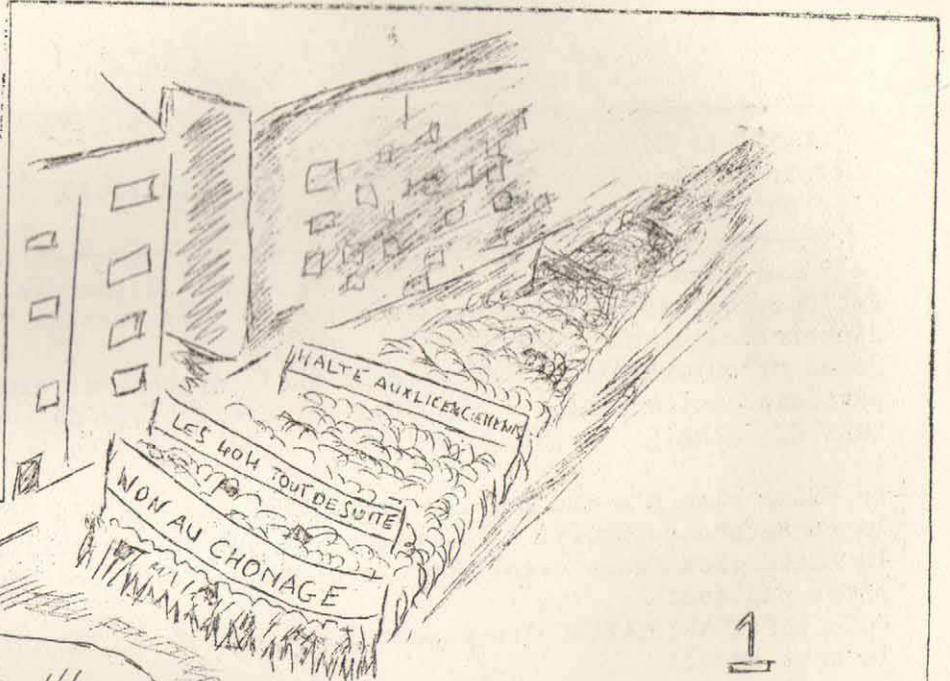
- En 1932, 26% des sans-emploi avaient moins de 24 ans.

Le plus souvent, ce sont des jeunes qui n'ont jamais travaillé. Leur conscience de classe est faible, et une partie d'entre eux, la plus désespérée, est facilement détournée par la bourgeoisie.

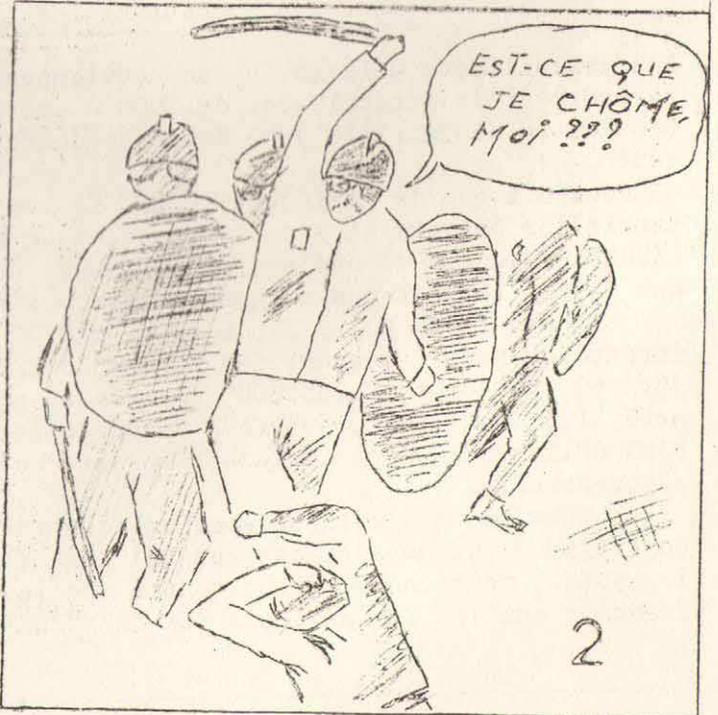
Si la bourgeoisie n'a pas encore besoin, et n'a pas les possibilités, à l'heure actuelle, d'instaurer un régime fasciste pour régler ses problèmes économiques, il n'en reste pas moins que des groupes fascistes et des provocateurs lui sont toujours utiles pour lutter contre les organisations ouvrières.

La montée du chômage, surtout parmi les jeunes qui n'ont jamais travaillé et jamais participé aux luttes ouvrières constitue un terrain favorable au développement des groupes fascistes.

C'est également pour cette raison politique qu'il faut mener la lutte contre le chômage, et essayer d'y associer travailleurs et chômeurs.



1



2

# LE DROIT AU TRAVAIL NE SE MENDIE PAS...

## IL SE CONQUIERT !

CONTRE LE VIÈME PLAN ANTI OUVRIER  
Luttons pour la CREATION D'EMPLOIS DANS LA REGION  
DU TRAVAIL POUR TOUS EN BASSE NORMANDIE

Le VIème plan prévoit de faire de la Basse Normandie un vaste desert industriel. Est-ce que les patrons ont tenu compte des besoins réels des travailleurs pour élaborer ce plan?

Quand et ou, par l'intermédiaire de quels organismes élus, les travailleurs ont-ils participé activement à l'élaboration démocratique du plan et de ses choix? NULLE PART ET JAMAIS

Le VIème plan n'a été préparé et réalisé que PAR LES PATRONS, POUR LES PATRONS dans la recherche du profit maximum. Dans le but de rentabiliser leur économie, ils bradent la Santé, les Transports, l'Education Nationale et les équipements collectifs. Mais ce n'est pas tout...

POUR LES TRAVAILLEURS les conséquences du VIème Plan et de la concurrence internationale sont aussi:

### LE CHOMAGE ACCRU ET LES LICENCIEMENTS

Les travailleurs de la SAVIEM se souviennent-ils avoir été consultés et avoir donné leur accord pour le licenciement de 1000 d'entre eux?

Ceux de la RTC ont-ils jugé bon de réduire les horaires et les salaires de 500 d'entre eux?

On nous dit que la SAVIEM et la RTC ne sont plus rentables. Mais nous devons croire sur parole les patrons et les responsables du PLAN ANTI-OUVRIER. JAMAIS NOUS N'AVONS VU LES LIVRES DE COMPTE de ces entreprises. Nous ne savons des bénéfices et des profits réalisés que ce que les patrons daignent nous en dire.

NOUS AVONS DE BONNES RAISONS D'ETRE MEFIANTS et nous pouvons A BON DROIT nous interroger sur le montant des BÉNÉFICES RÉELS des entreprises quand par exemple en JUIN 69 la Société CAREL & FOUCHE révélait qu'en 68 sans un de ses comptables s'était approprié 11,5 MILLIONS DE NOUVEAUX FRANCS c'est à dire PLUS QUE LE BÉNÉFICE NET DÉCLARÉ DANS CETTE PÉRIODE et déclarait ensuite qu'elle comblerait SANS DIFFICULTÉ ce TROU dans sa trésorerie.

Les travailleurs ne sont en rien responsables de la crise et de l'anarchie du capitalisme, ce ne sont pas eux QUI GÈRENT L'ÉCONOMIE. les patrons ne tiennent aucun compte des intérêts et des besoins des travailleurs il faudrait que les travailleurs EUX TIENNENT COMPTE DES INTÉRÊTS DES PATRONS?

NON MESSIEURS LES EXPLOITEURS, les travailleurs ne se sentiront pas tenus à respecter des orientations qui leurs sont néfastes LES TRAVAILLEURS NE SE SENTIRONT PAS LIÉS PAR DES CHOIX FAITS SUR LEUR DOS ET DANS LEUR DOS

13

Vous avez décidé de ne pas investir dans la région BAS-NORMANDE, vous préférez mettre vos capitaux là où ils fructifieront mieux, en Haute-Normandie par exemple, autour de l'axe fluvial PARIS-ROUEN-LE HAVRE où il existe une infrastructure suffisante (routes, matières premières etc) c'est VOTRE AFFAIRE ou plutôt ce sont "VOS AFFAIRES".

TRAVAILLEURS N'ACCEPTONS PAS QUE DANS NOTRE REGION UN JEUNE SUR DEUX SOIT AU CHOMAGE.

Quand il n'y a pas ou peu de NOUS SOMMES EN MEILLEURE POSITION DE LUTTE, nous sommes en POSITION DE FORCE: les patrons ont besoin de nous et ont du mal à se procurer la main d'oeuvre qui leur est nécessaire NOUS POUVONS DONC EXIGER PLUS

MOBILISONS NOUS ET ORGANISONS NOUS POUR EXIGER LA CREATION D'EMPLOIS EN BASSE-NORMANDIE, quels que soient les plans de la bourgeoisie même si ses profits en deviennent un peu moins gros.

OBTENIR LA CREATION D'EMPLOIS DANS LA REGION, CELA EST POSSIBLE

LES SEULES LIMITES IMPOSEES AUX PLANS DE LA BOURGEOISIE ONT TOUJOURS ETE LES LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE

"L'emploi en Basse-Normandie continue d'appeler une thérapeutique de choc" (Ouest-France jeudi 31 Décembre 1er Janvier 71)

Nous sommes d'accord avec cela mais sûrement pas sur la thérapeutique puisque Ouest-France suggère qu'elle pourrait venir de diverses commissions de l'emploi, de la CODER ou de la Direction de la Main d'oeuvre. En effet, quels sont les résultats des accords sur l'emploi concernant 8 millions de travailleurs, signés par les 7 centrales syndicales le 10 Février 69: un délai d'information allant de 8 jours à 3 mois avant un licenciement collectif.

La CGT a accepté cela alors qu'elle demandait initialement que ce délai soit de 10 à 12 mois. Les "acquis" de ces accords sont encore de cet ordre:

" L'entreprise devra s'efforcer de réduire le nombre de licenciements, au moyens de mutations internes, de reclassements, de mises à la retraite anticipée".

NOUS NE VOYONS VRAIMENT LA-DEDANS OU EST LA VICTOIRE DES TRAVAILLEURS !

Pourtant la CGT se réjouit et proclame que cet accord est "avant tout un résultat des grandes luttes menées par les travailleurs sur l'emploi" alors que les luttes sur l'emploi n'ont véritablement commencé en septembre 70 dans un certain nombre de régions, notamment dans les VOSGES, à PLAINFAING et à FRAIZE. Ces "accords" ne sont en fait que des négociations au sommet en dehors de toute mobilisation des travailleurs.

Par contre le CNPF, lui, a des raisons beaucoup plus sérieuses d'être satisfait; il l'est d'ailleurs, puisqu'il déclare que ces accords permettront "une meilleure utilisation des instruments de travail". Le VIème Plan ne réaffirme-t-il pas l'urgence d'une politique de CONCERTATION "avec les représentants du peuple et les organisations syndicales" pour persuader tous les français de la nécessité de la croissance rapide, et pour persuader en particulier les intéressés défavorisés qu'ils le sont dans l'intérêt général.

K. MARX avait raison de dire: "QUAND MON ENNEMI SE REJOIT, JE ME DEMANDE QU'ELLE ERREUR J'AI BIEN PU COMMETTRE."

Ces résultats des négociations "à froid" nous renforcent dans nos convictions.

LE DROIT AU TRAVAIL NE SE MENDIE PAS, NE SE NEGOCIE PAS, IL SE CONQUIERT.

Les intérêts des travailleurs étant irrémédiablement INCONCILIABLES et ANTAGO-

NISTES avec CEUX des patrons, les intérêts des travailleurs étant en "désaccord" avec ceux des patrons, les "accords" sur l'emploi, les négociations ne peuvent être favorables aux travailleurs que si ils sont le RESULTAT DE LUTTES CONSEQUENTES METTANT LA CLASSE OUVRIERE DANS UNE POSITION DE FORCE.

VOILA LA SEULE VERITABLE THERAPEUTIQUE DE CHOC CONTRE LE CHOMAGE, il n'en existe pas d'autres.

Au-delà d'un certain seuil que les économistes bourgeois appellent "clignotant", le chômage devient dangereux pour la bourgeoisie. CE SEUIL EST DEPASSE DEPUIS LONGTEMPS EN BASSE-NORMANDIE.

C'est cette PEUR que les patrons ont de voir la classe ouvrière se mettre en mouvement (ils se souviennent de janvier 68 à Caen et de mai 68) qui les a amené à faire du rapièçage - à la SAVIEM avec la "commande-bidon" de 400 camions pour la gendarmerie, - à la RTC, en procédant à des licenciements masqués.

Dans tous les cas, JAMAIS les patrons n'ont attaqué les travailleurs DE FRONT, mais au contraire DE FACON DETOURNEE (pas d'embauche, réductions d'horaires - avec réduction de salaire -, déplacements de chaînes, etc...).

Cette même peur nous donne à penser que, dans la mesure de leurs possibilités, ils ne licencieront pas EN MEME TEMPS A LA SAVIEM ET A LA RTC.

LES PATRONS ONT DES ARMES POUR LUTTER CONTRE CES MOBILISATIONS QUI LEUR FONT PEUR. A PLAINFAING, ils ont fait des PROMESSES POUR DIVISER LES TRAVAILLEURS ET OBTENIR AINSI LEUR DEMOBILISATION; ils ont fait miroiter 170 emplois nouveaux(!) alors que 879 étaient condamnés au chômage. Ils laissaient donc 600 ouvriers sur le pavé...

Les patrons peuvent en faire autant en Basse-Normandie si les travailleurs se mobilisent, ou pour éviter qu'ils ne se mobilisent. Ils ont d'ailleurs commencé à Cherbourg en promettant - pour 1974 !!! - la création de 2 400 emplois "nouveaux" avec l'implantation de l'entreprise SAGEM.

Les travailleurs ne se laisseront pas bernier par des promesses et ne se laisseront pas diviser et démobiliser par la créations d'emplois dans la région qui - bien qu'étant des succès partiels - n'en résolvent pas pour autant le problème du chômage. En effet,  $13\ 000 - 2\ 400 = 10\ 600$ ; il reste toujours 10 600 chômeurs en Basse-Normandie.

Au contraire, les travailleurs se serviront de ces conquêtes POUR DEVELOPPER LA LUTTE.

LES CREATIONS D'EMPLOI DANS LA REGION NE SONT QU'UN PREMIER PAS POUR OBTENIR DU TRAVAIL POUR TOUS EN BASSE-NORMANDIE. Nous ne pourrons parler de VICTOIRE que quand, ayant mis en échec les projets de la bourgeoisie, nous aurons IMPOSE LA MISE EN PLACE D'UN PLAN DE REINDUSTRIALISATION DE LA BASSE-NORMANDIE A COURT TERME.

Mais, pour obtenir du travail pour tous, NOUS DEVONS LUTTER SIMULTANEMENT POUR LA CREATION D'EMPLOIS ET CONTRE LES LICENCIEMENTS QUI MENACENT.

"Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le droit au travail est le seul droit sérieux qui reste à l'ouvrier dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant ce droit lui est retiré à chaque instant. Contre le chômage, tant "de structure" que "conjunctuel", il est temps de lancer le mot d'ordre de L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL."

Léon TROTSKY - Programme de Transition (Classique "Rouge" n°5).

II - CONTRE LES LICENCIEMENTS,

luttons pour LE RETOUR AUX 40 HEURES SANS DIMINUTIONS DE SALAIRES;  
premier pas vers L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL.

Comme nous l'avons vu, le VIème Plan, c'est aussi pour les travailleurs: les LICENCIEMENTS COLLECTIFS,

AVEC...

1) LA FERMETURE DES PETITES ENTREPRISES.

Pour lutter contre la fermeture des petites entreprises, les plus faibles de la région, marchons sur les pas des travailleurs de l'usine DU BOUCAU de la région de Bordeaux qui, en juillet 69, ONT EMPECHE l'huissier de poser les scellés sur l'entreprise, aidés en celà par 2 000 camarades des entreprises voisines.

Chaque fermeture d'entreprise augmente la masse de chômeurs.

Elle concerne donc L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE BAS-NORMANDE QUI, si elle organise la solidarité avec ses camarades licenciés, pour qu'ils obtiennent:

- LEUR RECYCLAGE A LA CHARGE INTEGRALE DU PATRON;
- LEUR RECLASSEMENT DANS LA REGION AVEC SALAIRE EGAL ET MEMES AVANTAGES SOCIAUX.

DEFEND SON DROIT AU TRAVAIL EN REPONDANT COUP POUR COUP.

AVEC...

2) LA RENTABILISATION DES PLUS GRANDES.

Rentabilisation dont la conséquence est la fermeture de certains ateliers et le licenciement des travailleurs dont la qualification n'est plus utilisée (Saviem, RTC).

En aucun cas la société capitaliste ne s'organise de façon à permettre à tous de travailler et de vivre. Bien au contraire, LA LOGIQUE DU SYSTEME CONDUIT A LA COEXISTENCE DU CHOMAGE ET DE LA SUREXPLOITATION.

- D'un côté, des dizaines et des centaines de milliers de travailleurs jetés sur le pavé;

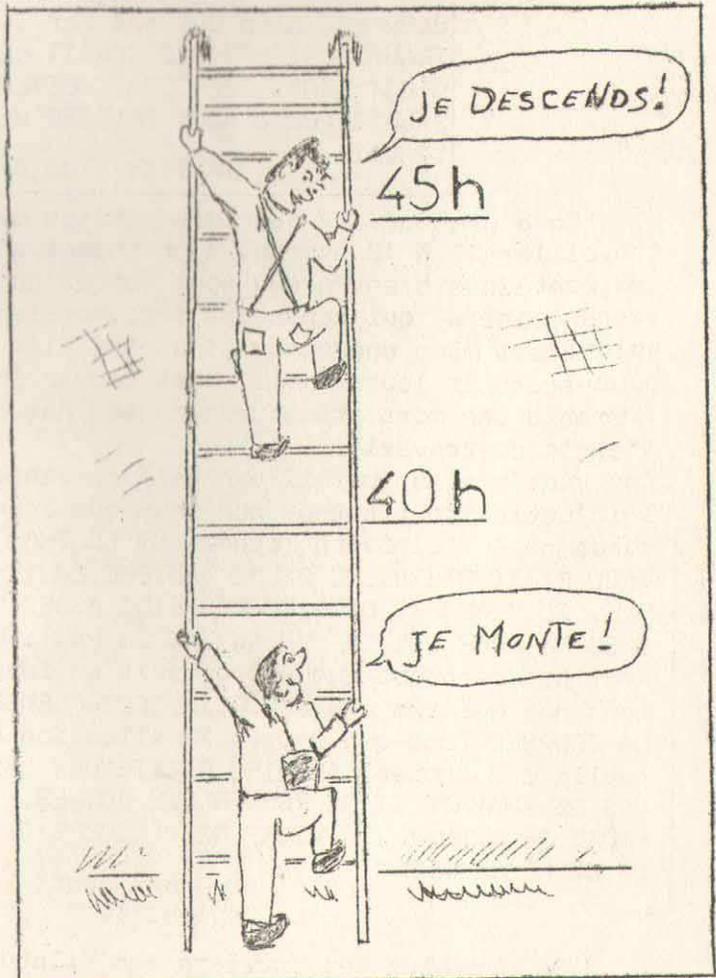
- De l'autre, la grande masse des travailleurs soumis à des horaires de 45 heures et plus et à des cadences épuisantes.

- D'un côté, dans les entreprises non rentables (SAVIEM, RTC) - où la production stagne ou diminue - des réductions d'horaire avec perte de salaire, des licenciements;

- De l'autre, dans les entreprises rentables où la production s'accroît, pas d'embauche, mais par contre augmentation des cadences.

VOILA L'ANARCHIE ET LE DESORDRE DE L'"ORDRE" CAPITALISTE !

Face à cette situation, ce ne sont pas les misérables réductions d'horaires obtenues à GRENELLE (2 h. au-dessus de 48 heures, 1 h. entre 45 et 48 h.) qui peu-



vent nous satisfaire. LES PATRONS D'AILLEURS NE S'EN PORTENT PAS PLUS MAL:

- d'abord parce que cette réduction minime de la durée de travail s'accompagne d'une augmentation de la productivité, la fatigue étant moindre: des enquêtes ont établi que la suppression de la 10ème heure journalière est compensée à raison de 65% et celle de la 9ème heure à raison de 45%.
- ensuite parce que l'accélération des cadences permet également de compenser les réductions d'horaires.

BATTONS-NOUS POUR LE RETOUR AUX 40 HEURES OBTENUES EN 1936 - alors que la productivité était beaucoup moins grande, - et BATTONS-NOUS POUR LA DIMINUTION DES CADENCES SANS DIMINUTION DE SALAIRE, c'est à dire avec intégration des primes au salaire de base.

La SAVIEM produit trop, elle n'arrive pas à écouler toute sa production. QU'A CELA NE TIENNE ! C'est l'affaire des patrons ! Au lieu de laisser licencier une grande partie des travailleurs d'une part et de tolérer d'autre part que ceux qui restent travaillent 45 h. par semaine,

LUTTONS POUR QUE TOUT LE MONDE RESTE ET NE TRAVAILLE QUE 40 HEURES PAR SEMAINE, POUR QUE LES CADENCES DIMINUENT SANS PERTE DE SALAIRES. Ainsi la production baissera, mais

les travailleurs n'en feront pas les frais.

Le retour aux 40 heures n'est qu'un premier pas vers l'échelle mobile des heures de travail, qui ramènerait d'ailleurs la durée du travail en France et en Europe, non à 40 heures, mais à 35 heures et à moins, et qui donnerait DU TRAVAIL A TOUT LE MONDE EN BASSE-NORMANDIE ET AILLEURS.

L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL, C'EST "lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les engagements mutuels de la SOLIDARITE. LE TRAVAIL DISPONIBLE SERAIT REPARTI ENTRE TOUS LES TRAVAILLEURS EXISTANTS, C'EST AINSI QUE SERAIT DETERMINEE LA LONGUEUR DE LA SEMAINE DE TRAVAIL, LE SALAIRE DE CHAQUE OUVRIER RESTANT LE MEME QU'AVEC L'ANCIENNE SEMAINE DE TRAVAIL." L. TROTSKY - déjà cité.

"On a proposé aux ouvriers adultes de travailler 12 à 13 heures, à un moment où des centaines d'entre eux sont forcés de rester oisifs, qui cependant accepteraient volontiers même une occupation partielle pour soutenir leurs familles et sauver leurs frères d'une mort prématurée causée par l'excès de travail...

Les victimes du travail excessif ressentent l'injustice tout autant que ceux que l'on

condamne à l'oisiveté forcée. SI LE TRAVAIL ETAIT DISTRIBUE D'UNE MANIERE EQUITABLE, IL Y AURAIT DANS CE DISTRICT ASSEZ DE BESOIN POUR QUE CHACUN EN EUT SA PART. Nous ne demandons que notre droit en invitant nos maîtres à RACCOURCIR GENERALEMENT LA JOURNEE tant que durera la situation actuelle des choses, AU LIEU D'EXTENUER LES UNS DE TRAVAIL ET DE FORCER LES AUTRES, FAUTE DE TRAVAIL, A VIVRE DES SECOURS DE LA BIENFAISANCE." (cité par MARX, dans

"Le Capital").



SI VOUS VOUS  
RETROUVEZ SUR  
LE PAVE  
RAMASSEZ - LE !

Ce pamphlet des ouvriers des filatures anglaises du 19ème siècle est une réponse à la volonté de leur patrons de leur imposer un temps de travail supplémentaire.

Il pourrait se terminer par le mot d'ordre d'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL, REPARTITION DU TRAVAIL DISPONIBLE ENTRE TOUTES LES MAINS OUVRIERES.

NOUS PRENONS NOTE ET NOUS RETIENDRONS LA LECON!!!

III - BATTONS-NOUS POUR LES REVENDICATIONS QUI VONT DANS LE SENS DE LA REPARTITION DU TRAVAIL DISPONIBLE ENTRE TOUTES LES MAINS OUVRIERES.

- 1) POUR LE RETOUR AUX 40 HEURES ET A MOINS SANS PERTE DE SALAIRES, qui est la bataille décisive autour de laquelle s'articulent toutes les autres.
- 2) POUR LA DIMINUTION DES CADENCES, qui, en diminuant le travail des uns, en procure aux autres. Là encore, pour éviter les pertes de salaires, NOUS IMPOSERONS L'INTEGRATION DES PRIES AU SALAIRE DE BASE.
- 3) POUR LA SUPPRESSION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES, refusons que les travailleurs soient obligés de faire des heures supplémentaires pour avoir un salaire décent. Refusons une surcharge de travail pour les uns et l'absence de travail pour les autres qui, eux, n'ont pas de salaire du tout ou bien alors une allocation "en peau de chagrin".
- 4) POUR LA MENSUALISATION, mais non une mensualisation "bidon" qui ne serait qu'un versement du traitement tous les mois plutôt que toutes les semaines ou tous les 15 jours. SI PAR EXEMPLE un travailleur fait 45 heures par semaine, que son salaire mensuel soit calculé sur la base des 45 heures par semaine qu'il fait actuellement. CECI CONSTITUE UNE GARANTIE POUR RECLAMER LE RETOUR AUX 40 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRE, ET PERMET D'EVITER LE CHOMAGE PARTIEL. De cette manière, si les travailleurs de la DMA de RENAULT-LE MANS, si les travailleurs de la SAVIEM-BLAINVILLE avaient un salaire fixe mensuel, ils n'auraient rien perdu de leur salaire quand les patrons leur ont imposé des jours chômés.
- 5) ABAISSEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE, alors qu'un jeune sur deux n'a pas de travail, des travailleurs de 60 ans sont soumis à des cadences et des horaires épuisants. EXIGEONS L'ABAISSEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE A 60 ANS ET MOINS, ET LE RELEVEMENT DE LA RETRAITE AU MINIMUM DE 800 F PAR MOIS.

Toutes ces revendications vont dans le même sens et sont INDISSOCIABLES, mais suivant les conditions concrètes de l'entreprise dans laquelle on travaille, telle ou telle revendication revêt une plus grande importance et sera mise en avant par rapport à toutes les autres.

Il est bien évident que dans une usine rentable où il n'est pas question de licenciements, nous nous battons en priorité pour la diminution des cadences.

IV - DU TRAVAIL POUR TOUS ET, DANS L'IMMEDIAT, UNE EXISTENCE DIGNE POUR TOUS; luttons pour une ALLOCATION UNIQUE IMMEDIATE ET POUR TOUS DE 800 F MINIMUM.

Le chômage sert aux patrons, il est une nécessité pour eux. Peut-être, mais les travailleurs, EUX, qui ont perdu leur travail ou qui n'en ont pas trouvé, ONT BESOIN D'UN MINIMUM POUR VIVRE DECEMENT (autre chose que la ridicule allocation chômage).

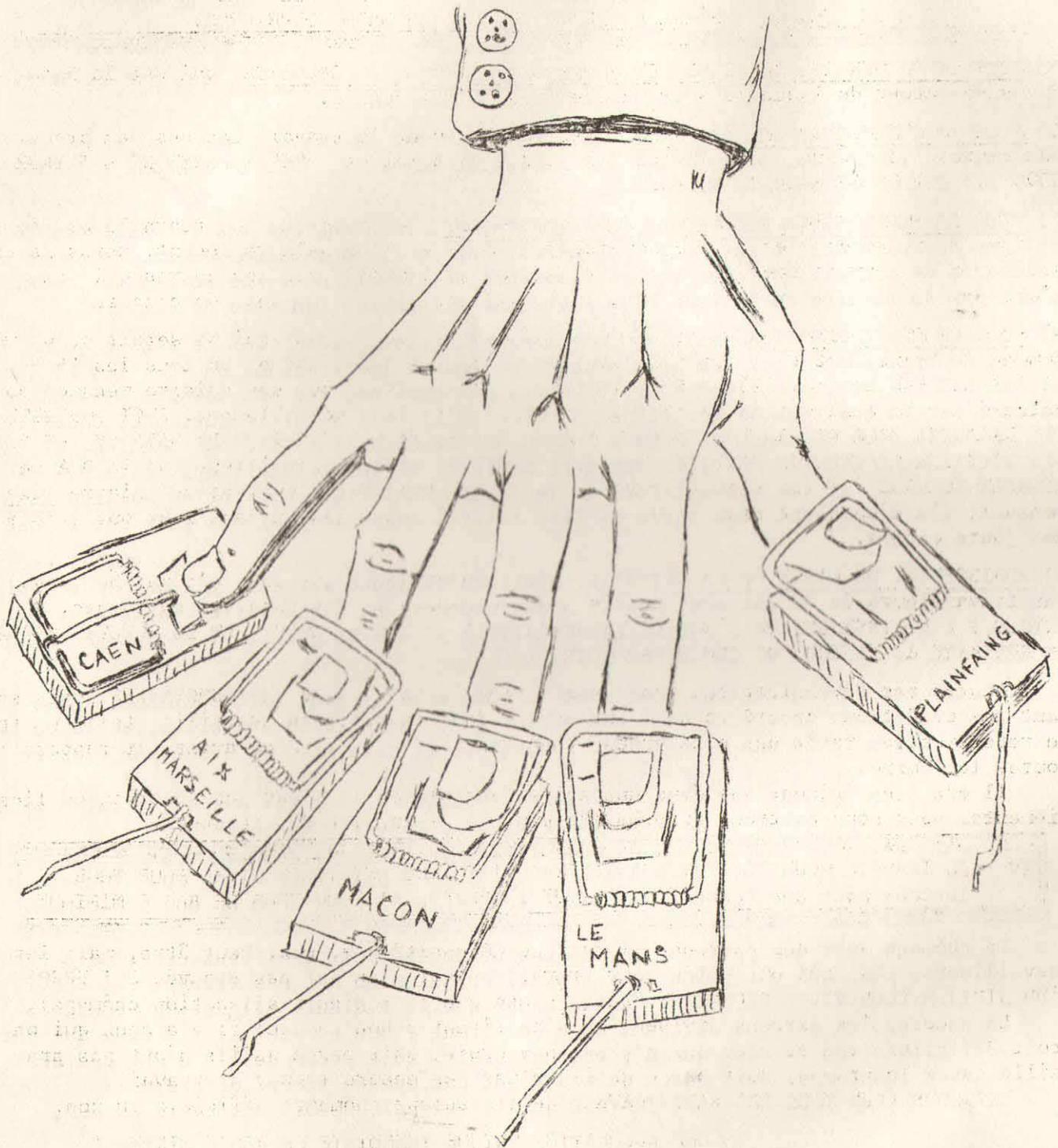
Là encore, les patrons divisent et s'en tirent à bon compte: il y a ceux qui ont droit à l'allocation et ceux qui n'y ont pas droit, soit parce qu'ils n'ont pas travaillé assez longtemps, soit parce qu'ils n'ont pas encore trouvé de travail.

EXIGEONS POUR TOUS LES SANS-TRAVAIL qu'ils soient chômeurs officiels ou non,

UNE ALLOCATION UNIQUE IMMEDIATE DE 800 F MINIMA !



# LE PATRONAT AUX PRISES AVEC LES LUTTES CONTRE LE CHOMAGE



GENERALISONS LA LUTTE !

# - LA REGION DES VOSGES -

10 000 EMPLOIS SUPPRIMES,  
AUCUNE NOUVELLE IMPLANTATION INDUSTRIELLE,

ce sont les prévisions du VIème Plan pour la région des Vosges, qui doit devenir une région touristique.

En mai 68, les travailleurs ont formé des comités de défense de l'emploi, notamment à PLAINFAING; ces comités étaient alors des structures de lutte de masse où les organisations syndicales et politiques intervenaient sans les assujétir pour autant.

Vu LA MOBILISATION REELLE AU NIVEAU LOCAL et LE RAPPORT DE FORCE AU NIVEAU NATIONAL, le comité de PLAINFAING a obtenu la pré-retraite pour les vieux travailleurs et le transport en car pour les plus jeunes jusqu'à une ville où il y avait du travail.

Ces comités de défense sont des structures qui ont déjà fait leurs preuves, mais, depuis 68, ils ont été annexés par les organisations politiques et syndicales, plus soucieuses de contrôler la mobilisation des travailleurs que de la développer.

Lundi 14 septembre, on annonce 872 licenciements à FRAIZE et PLAINFAING; le mercredi, une manifestation organisée par la CGT rassemble 1 000 personnes. Mais la mobilisation de masse s'arrête là, on passe aux négociations... Le maire PCF de PLAINFAING annonce une réunion avec le préfet, la CGT appelle à un meeting pour le 24, et à la signature d'une pétition au préfet...

C'est la semaine de luttes et non la journée de négociations qui a permis aux travailleurs de PLAINFAING d'obtenir le report des licenciements de 6 mois.

Cela est un acquis non négligeable, mais qui ne fait que repousser l'échéance.

Les militants de la Ligue Communiste interviennent dans ces luttes mettant en avant les mots d'ordre:

- PAS DE LICENCIEMENT SANS RECYCLAGE ET RECLASSEMENT SUR PLACE.
- OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTES.
- CONTROLE OUVRIER SUR LES LICENCIEMENTS.

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

MAI 68

- 10 MILLIONS DE GREVISTES EN FRANCE.
- PLAINFAING: DES COMITES DE DEFENSE DE L'EMPLOI.

Les résultats:

- PRE-RETRAITE.
- TRANSPORT EN CAR AUX FRAIS DU PATRON AUX NOUVEAUX LIEUX DE TRAVAIL.

SEPTEMBRE 70

- DES COMITES CONTROLES PAR LES DIRECTIONS DES ORGANISATIONS TRADITIONELLES.
- UNE MOBILISATION LIMITEE A LA REGION ET PARTIELLE: UNE SEMAINE DE LUTTES.

Les résultats:

- REPORT DES LICENCIEMENTS DE 6 MOIS.

# - RENAULT -

## - 2 SECTEURS NON RENTABLES -

Pour la Régie RENAULT, il y a deux secteurs non-rentables: la D.M.A. (Division Matériel Agricole) au Mans et la SAVIEM à Blainville.

Au Mans, la direction annonce 1 jour chômé par semaine aux 1 500 métallos de la D.M.A. avec indemnisation à 50% seulement.

A la SAVIEM, à la rentrée, il y avait des licenciements en perspective: on a essayé de calmer les esprits avec une commande de la gendarmerie. Cela n'a pas empêché qu'en novembre la direction annonçait 2 jours chômés pour le 30 et 31 décembre, payés à 50%.

A LA D.M.A. DU MANS, la riposte des travailleurs ne s'est pas faite attendre: 5 500 travailleurs débrayent 3 heures par SOLIDARITE AVEC LEUR CAMARADES DE LA D.M.A. La manifestation en ville et le meeting devant la préfecture qui suivent le débrayage regroupent 5 000 personnes, sur les mots d'ordre:

- PAIEMENT INTEGRAL DES JOURS CHOMES.
- AVANCEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE A 60 ANS.

LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR RENTABLE A OBLIGE LE PATRON A PRENDRE EN CONSIDERATION LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS DE LA D.M.A.

Le ministre du travail est actuellement saisi de l'affaire.

A LA SAVIEM-BLAINVILLE, à l'annonce des jours chômés, le 23 novembre, il y a accord tacite CGT/CFDT pour une manifestation en ville. Le lendemain, au meeting du personnel, la CGT est revenue sur cette perspective d'action commune pour proposer des débrayages d'une demi-heure pour soutenir une délégation à la préfecture.

Bilan: rien de fait pour les deux jours chômés, et le problème est loin d'être réglé: les stocks ne s'écoulent toujours pas, les menaces de licenciements risquent de se préciser à court terme.

## - MÂCON -

Toutes les entreprises de Mâcon licencient ou réduisent les horaires, de nombreuses petites entreprises ferment leurs portes. Une grande partie de la population ouvrière est en chômage total ou partiel.

Les licenciements ont commencé en juillet dernier à MOTO-STANDARD. Un certain nombre de travailleurs voulaient alors la grève immédiate avec occupation, mais la direction de la CGT s'y est opposée et la coupure des vacances a cassé la mobilisation.

A la rentrée, la direction a annoncé une nouvelle mesure: réduction d'horaire à 38 heures pour les 2/3 des travailleurs.

A l'initiative de la CGT, un COMITE LOCAL DE DEFENSE DE L'EMPLOI a été créé, la première réunion réunissant 60 militants CGT, CFDT, PSU, PCF, et LIGUE COMMUNISTE. A cette réunion, les délégués départementaux CGT et CFDT ont fait un rapport sur leurs négociations avec le préfet pour obtenir la nationalisation de MOTO-STANDARD, mais ils n'ont donné aucune perspective de lutte.

Un militant de la Ligue Communiste a proposé une grève de soutien dans toute la zone industrielle et des collectes au profit des licenciés, mais ces propositions ont été refusées.

/Le SECOURS ROUGE local a pris en charge l'organisation de la collecte.

Au moment de la visite de POMPIDOU à Mâcon, la Ligue Communiste a fait une campagne pour qu'une réunion du comité prépare une manifestation de masse. Celle-ci était possible, vu la sensibilisation des travailleurs sur le problème de l'emploi. La direction de la CGT ne voulait pas réunir le comité; elle a préféré le terrain des négociations et a annoncé l'envoi d'une délégation à POMPIDOU, sans aucune mobilisation. En fait de délégation, ce fut un simple communiqué de presse qui fut envoyé.

## - AIX-MARSEILLE -

# - LICENCIEMENTS DANS LES TRANSPORTS - MARCHANDISES -

Dans la région Aix-Marseille, des licenciements massifs sont prévus dans les entreprises transports-marchandises.

Pour maintenir leurs profits, les patrons des petites entreprises vont être obligés de fusionner; d'où, compression du personnel (à la gare ARENC de Marseille, il existe une vingtaine de petites entreprises, on en prévoit 4 ou 5 pour 1972.

La plupart des travailleurs dans ces entreprises n'ont pas de qualification professionnelle, ce qui posera de grands problèmes de reclassement pour eux.

Pourtant, il ne semble pas qu'il manque du travail pour tous puisque la moyenne de la durée hebdomadaire de travail est de 47 heures et demi.

Le patronat a commencé à préparer le terrain pour les licenciements massifs en essayant de se débarrasser d'abord des militants syndicaux les plus combattifs. Depuis le début octobre, il y a eu des mises à pied des délégués CGT, avec des demandes de licenciements.

Etant donné les menaces qui pèsent sur l'ensemble des travailleurs de ces entreprises,

IL EST IMPORTANT D'ORGANISER LA MOBILISATION DES MAINTENANT CONTRE LA REPRESSION ET LES LICENCIEMENTS.

S'IL N'Y A PAS DE LUTTE CONTRE CES LICENCIEMENTS SELECTIFS, LES PATRONS NE VONT PAS HESITER AVANT DE PASSER AUX LICENCIEMENTS MASSIFS.

La direction de la CGT veut mener la lutte uniquement sur le terrain juridique... Cela est nécessaire, mais pas suffisant. Elle ne veut pas engager une lutte de masse car, selon elle, c'est démobilisateur de dire aux travailleurs qu'ils vont être licenciés (!).

Un comité de lutte conjoncturel a été mis sur pied, NON PAS POUR REMPLACER LE SYNDICAT dans le rôle qu'il devrait jouer, mais pour essayer d'ETENDRE L'ACTION DE SOLIDARITE en dehors des entreprises menacées, dans les quartiers et sur les marchés.

Les militants de la cellule transports de la Ligue Communiste sont intervenus par affiches et tracts sur les entreprises, et à l'intérieur des entreprises et du syndicat, pour demander que l'ensemble des sections syndicales organisent une riposte immédiate.

De plus l'ensemble des cellules de la Ligue Communiste de la région sont intervenues sur ces licenciements dans les entreprises et les facultés par tracts et par une campagne de soutien financier.

- REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL SANS DIMINUTION DE SALAIRE.
- ABAISSEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE AVEC SALAIRE DE COMPENSATION.
- RECLASSEMENT A SALAIRE EGAL AUX FRAIS DU PATRON.

# DES LECONS A TIRER POUR LUTTER CONTRE LE CHOMAGE EN BASSE-NORMANDIE

La bourgeoisie rentabilise à tous les niveaux:

- au niveau de chaque trust, comme chez RENAULT, elle élimine les entreprises non-rentables.

- au niveau de chaque branche, comme dans les transports-marchandises, les petites entreprises fusionnent ou ferment.

- au niveau des régions; les régions, comme les Vosges, comme la Basse-Normandie, où il n'existe pas d'infrastructure industrielle suffisante, sont prévues comme régions touristiques.

LE MANS, PLAINFAING, MACON, AIX-MARSEILLE montrent la volonté de lutte des travailleurs dans les différentes régions et les différentes branches de l'industrie, la possibilité de gagner certaines victoires partielles au niveau local, comme à PLAINFAING, mais surtout la nécessité d'organiser la solidarité ouvrière si nous voulons remporter des victoires plus importantes et plus durables.

Au niveau de la branche comme à RENAULT, il existe toujours des usines très rentables pour le patron (BILLANCOURT, FLINS, CLEON,...). LA SOLIDARITE AU NIVEAU DE

L'USINE, comme au Mans, où les travailleurs du secteur rentable ont débrayé pour soutenir leurs camarades du secteur non-rentable, a forcé la direction à prendre en considération les revendications des travailleurs de la D.M.A.

Une riposte au niveau de toute la branche RENAULT toucherait beaucoup plus durement le patron au portefeuille et aurait beaucoup plus de chances de le faire reculer.

UNE GREVE DES TRAVAILLEURS DES SEULS SECTEURS NON RENTABLES NE FAIT QU'ARRANGER LES PATRONS: IL PEUT ECOULER SES STOCKS ET FAIRE DES ECONOMIES DE SALAIRES.

De même, dans toutes les régions où il reste des secteurs de pointe très rentables pour la bourgeoisie, il est nécessaire d'organiser

LA SOLIDARITE AU NIVEAU LOCAL DES TRAVAILLEURS DES SECTEURS RENTABLES ET NON-RENTABLES.

Dans les régions où les menaces pèsent sur l'ensemble des travailleurs, où il y a déjà un grand nombre de chômeurs, où les travailleurs et leurs familles sont obligés de quitter la région si ils veulent trouver du travail,



SEULE LA LUTTE COMMUNE DES TRAVAILLEURS ET CHOMEURS POUR LA MISE EN PLACE D'UN PLAN de REINDUSTRIALISATION DE LA REGION PEUT FAIRE CEDER LE GOUVERNEMENT ET LES PATRONS.

Parmi toutes les armes des patrons, le chômage est une des plus fortes et des plus efficace qu'il possèdent pour lutter contre les revendications ouvrières.

LE CHOMAGE EST UNE ARME DE DIVISION DE LA CLASSE OUVRIERE.

JAMAIS DES CHOMEURS SEULS OBTIENDRONT UNE ALLOCATION DE 800 Fr. minimum FORCE QU'ILS CONSTITUENT PAR UNE FORCE ORGANISEE POUR L'IMPOSER : ILS SONT DISPERSE; ET NE DISPOSENT pas DE L'ARME DES TRAVAILLEURS ACTIFS, LA GREVE.

Seule la solidarité de tous les travailleurs "PRODUCTIFS" et "NON-PRODUCTIFS" fera reculer les plans de la bourgeoisie.

Seule une mobilisation et des manifestations des travailleurs bas-Normands, menacés par les licenciements et le chômage permettra d'obtenir une allocation Unique et immédiate de 800 F. environ pour vous et la création d'emplois dans la région en nombre suffisant.

EN LUTTANT POUR CES REVENDICATIONS, les TRAVAILLEURS ACTIFS SE METTENT EN POSITION DE FORCE POUR LES LUTTES A VENIR.

QUI PEUT DIRIGER CES LUTTES ?

L'offensive de la bourgeoisie est une offensive nationale et la riposte pour être vraiment efficace doit être à ma mesure de l'attaque.

EN 1922, le P.C.F. dans son programme de travail et d'action défini au 4ème congrès de l'Internationale Communiste, déclarait qu'il soutiendrait "La co-ordination des grèves pour substituer aux actions localisées vouées à l'insuccès, les actions d'ensemble susceptibles d'entretenir la confiance des travailleurs dans leur force."

Alors qu'aujourd'hui il y a nécessité de lancer la lutte nationale contre le chômage, pourquoi le PCF et la CGT, dont il a la direction, ne mettent-ils plus en pratique ces principes ?

Aujourd'hui dans le cadre de sa politique de démocratie avancée, le PCF s'efforce de ne pas effrayer les couches moyennes. Pourtant ces couches sont elles aussi menacées par le chômage (disparition des petites commerces etc). En poursuivant sa politique électorale (les municipales approchent) le PCF se garde bien de lancer des luttes ensemble qui risquent de le déborder

C'EST EN MENANT UNE LUTTE D'ENVERGURE CONTRE LE CHOMAGE QU'IL POURRAIT DONNER DES PERSPECTIVES A CES COUCHES MOYENNES ET LES ENTRAINER DANS LE COMBAT DERRIERE LA CLASSE OUVRIERE ET NON EN FAISANT MIROITER LES ELECTIONS ET L'UNION DE LA GAUCHE AUXQUELS LES COUCHES MOYENNES CROIENT DE MOINS EN MOINS.

Alors que ces attaques du patronat necessitent une riposte d'envergure de l'ensemble des travailleurs, les directions syndicales choisissent ou bien le terrain des négociations "à froid", ou bien limitent les luttes et les canalisent dans un cadre strictement local.

NEGOCIER "à FROID" c'est à dire sans mobilisation de masse créant un rapport de force favorable aux travailleurs, c'est laisser la position de force à la Bourgeoisie.  
(Accords sur l'emploi et la formation professionnelle).

Alors qu'au sommet on prépare l'Unité d'action CGT/CFDT, pourquoi la lutte contre le chômage ne fait-il pas partie du programme d'action commune ?

Face à cette attitude de démission des Directions syndicales et du PCF devant le problème du chômage, nous devons tout faire dans nos sections syndicales pour que la lutte démarre.

C'est aux militants politiques et syndicaux, dans les entreprises de se battre.

-Pour que l'unité syndicale se fasse à la base, dans la lutte sur ces problèmes

- Pour que les directions syndicales prennent en charge la lutte commune avec les chomeurs en l'impulsant au niveau national.

- Pour la création de comité de défense de l'emploi dans les entreprises

-Pour que les directions syndicales organisent la riposte avec les organisations nées dans la lutte dans les régions les plus menacées (Voges, Basse Normandie, Bretagne)

En Particulier, à CAEN, nous nous battons pour que les section CGT, pour que la direction de la CGT, participent à la lutte aux cotés du COMITE DE L'EMPLOI déjà créé à l'initiative du Comité Chomeurs, et avec le soutien de la CFDT.

A  
PLAINFAING

au moment des luttes, les militants de la Ligue Communiste sont intervenus:

- pour un fonctionnement démocratique des comités syndiqués-non syndiqués dans les entreprises sur la base d'un programme de défense de l'emploi
- pour l'élection, dans chaque comité, de délégués révocables à tout moment;
- pour la fédération de ces comités en un comité central de défense de l'emploi.

UNITE SYNDICALE POUR OPPOSER UN FRONT UNIQUE AUX ATTAQUES DE LA BOURGEOISIE POUR RENFORCER LA COHESION DE LA CLASSE OUVRIERE.  
UNITE SYNDICALE POUR DEVELOPPER CE FRONT.

LES COMITES POUR LA DEFENSE DE L'EMPLOI :

Devant le problème du chômage qui se pose de façon urgente pour TOUS LES TRAVAILLEURS, il ne faut pas restreindre la lutte aux seuls syndiqués, il ne faut pas introduire une division artificielle entre les militants de tel ou tel syndicats ou entre les militants syndiqués et non syndiqués.

Face à une menace aussi grave la majorité des travailleurs sont prêts à engager la combat SI ILS ONT DES PERSPECTIVES CLAIRES AU NIVEAU DE LA REGION ET SI ILS SENTENT L'UNITE ET LA FORCE DE TOUS LES OUVRIERS.

Dans toutes les entreprises, lycées, facultés, CREAONS DES COMITES DE DEFENSE DE L'EMPLOI réunissant syndiqués et non syndiqués, travailleurs actifs et chômeurs

C'EST AUX MILITANTS SYNDIQUES D'IMPLUSER LA CREATION DE CES COMITES.

Si ces comités fonctionnent démocratiquement, s'ils se fédèrent, s'ils associent les chômeurs à leurs décisions, il est clair que la lutte pourra être menée dans toute la région avec :

- manifestations unitaires
- meetings
- réplique immédiate aux licenciements

SEULE CETTE MOBILISATION POURRA FAIRE CEDER LE POUVOIR ET LES PATRONS.

- TABLE -

La Basse-Normandie est une région en pointe... pour le chômage:!	2
Le chômage dans la société capitaliste.....	5
I - Une telle augmentation du chômage, pourquoi ?.....	5
II - La société capitaliste a besoin du chômage.....	7
III - Pour que l'augmentation du chômage ne provoque pas la colère des travailleurs, la bourgeoisie invente des systèmes.....	9
La mainmise du patronat sur l'A.F.P.A.....	11
Le chômage, une arme politique pour la bourgeoisie.....	12
Le droit au travail ne se mendie pas, il se conquiert.....	14
I - Création d'emplois dans la région.....	14
II - Echelle mobile des heures de travail.....	17
III - Revendications qui vont dans le sens de la répartition du travail disponibles entre toutes les mains ouvrières.....	19
IV - Allocation unique immédiate et pour tous de 800 F minimum...	19
Le patronat aux prises avec les luttes contre le chômage.....	20
La région des Vosges.....	21
Renault: 2 secteurs non rentables.....	22
Mâcon.....	22
Aix-Marseille: licenciements dans les transports-marchandises....	23
Des leçons à tirer pour lutter contre le chômage en Basse-Normandie.....	24
A Plainfaing.....	26

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

LIVRE ROUGE  
n°2

CONTROLE  
OUVRIER  
CONSEILS  
OUVRIERS  
AUTO -  
GESTION



par  
E. MANDEL  
18 F.

LISEZ!  
FAITES LIRE!

CAHIERS DU C.E.S.

INITIATION A LA  
THEORIE  
ECONOMIQUE  
MARXISTE

E. MANDEL

4 F.

CLASSIQUE ROUGE  
n°5

- l'agonie du capitalisme et les tâches  
de la IVème internationale -

- PROGRAMME DE TRANSITION -

2 F.

L. TROTSKY

contre  
LE CHOMAGE  
arme des  
capitalistes



pour

- la création d'emplais en  
Basse-Normandie  
DU TRAVAIL POUR TOUS

- le retour aux 40 H SANS  
DIMINUTION DE SALAIRE ET SANS  
AUGMENTATION DES CADENCES  
PREMIER PAS VERS L'ECHELLE MOBILE  
DES HEURES DE TRAVAIL

- une existence digne pour  
TOUS ALLOCATION UNIQUE  
IMMEDIATE ET POUR TOUS (chômeurs,  
retraités, ...) DE 800 F MINIMUM